

La France a formé et équipé les services terroristes d'Arafat

écrit par Christine Tasin | 9 octobre 2024





Article datant du 25 novembre 2018

La France a coopéré avec les « services secrets » palestiniens durant la Seconde Intifada

La **seconde intifada** ou **Intifada al-Aqsa** (**arabe** : **انتفاضة الأقصى** ou **انتفاضة الأقصى**) désigne la période de violence israélo-palestinienne **à partir de septembre 2000 jusqu'à environ février 2005**. Les événements sont décrits par Israël comme une campagne de terrorisme palestinien, tandis qu'ils sont décrits par les Palestiniens comme une révolte contre l'occupation et la colonisation⁴.

Le début de la seconde intifada est marqué par la visite d'Ariel Sharon, le chef de l'opposition israélienne sur l'esplanade des Mosquées et le mont du temple, le 28 septembre 2000 et la mort de Mohammed al-Dura deux jours plus tard. Elle se marque par des émeutes palestiniennes dans les territoires occupés auxquelles se joint la population palestinienne de nationalité israélienne. Elle est immédiatement réprimée par

l'armée israélienne Wikipedia

L'émission « Défense » de [Matthias Inbar, sur I24news](#), à 21h le mercredi 21 novembre, dévoilera tout un pan de la coopération directe des services de la DGSE française, dans la formation et la livraison de matériel « sensible » à la garde rapprochée de Yasser Arafat, autrement dit, aux « Forces Nationales et Islamiques » du Fatah, qui ont planifié la montée en puissance de la Seconde Intifada, sous les ordres du « Raïs ».

Pierre Martinet, ancien de la DGSE, explique avoir été sur place, -ou que les hommes d'Arafat soient venus en France se former- et qu'il y a aujourd'hui « prescription », mais que **la France a pratiqué ce genre de sports anti-occidentaux, également en Libye, s'agissant de coopérer avec les islamistes de façon à déstabiliser Mouammar Khadafi.** C'est, dit-il, « le quotidien des services secrets » français, où il n'y a ni bien ni mal, mais des « zones grises », où tous les coups bas sont, non seulement permis, mais vivement encouragés par des patrons politiques sans éthique et sans scrupules.

On ne saura, bien sûr, pas tout, mais l'on comprend mieux à quel point des affaires comme l'« Affaire Al Dura », loin de n'être que le coup d'émotion abusif d'un unique journaliste juif de gauche décalé, soudain dégoulinant de compassion pour le pauvre peuple palestinien, **s'inscrit bien plus dans une tentative programmée et orchestrée de déstabilisation idéologique de la France contre Israël et les Juifs, dans la pure tradition des autres trahisons historiques, remontant à l'époque de Vichy,** à celle de la Rue des Rosiers et des compromis avec le groupe terroriste Abou Nidal, et, maintenant des aveux tardifs sur la participation militaire et des renseignements français à l'orchestration de l'Intifada antijuive.

Après enquête d'Inbar et de son équipe, il est clairement question, dans ces valises « diplomatiques » françaises, d'argent et « d'explosifs ». **L'hypothèse d'une main sanglante de la France dans l'un ou l'autre ou plusieurs attentats, menés par le Hamas ou les Brigades d'Al Aqsa, contre des bus israéliens ou la Pizzeria Sbarro, n'a plus, en soi, rien de farfelu. Chirac et ses comparses ont permis, voire facilité l'assassinat de Juifs en Israël et en France, au nom de leur « raison d'Etat ».** Il ne leur restait ensuite, qu'à rendre un ultime hommage à leur vaillant « petit soldat » Yasser Arafat, en l'hospitalisant à l'Hôpital du Petit-Clamart pour qu'il y meure, vraisemblablement du SIDA contracté lors des parties fines avec les Ephèbes du « Roi » Nicolas Ceaucescu (selon le compte-rendu de l'ancien espion roumain Mihaïl Pacepa, membre de la *Securitate* et relais du KGB).

A ne pas manquer, donc, retour sur les coups de poignards dans le dos du pays « ami », alias Quai d'Orsay, qui aura tout fait pour approcher de l'anéantissement de l'intérieur ou de l'extérieur (Grand Mufti de Jérusalem accueilli à St Maur et à la villa « Roseraie » de Bougival, Ayatollah Khomeiny à Neauphle-le-Château) du petit Etat Juif.

Ces aveux tardifs ont -ils valeur « d'excuses », ou ne sont-elles que l'annonce d'une suite (dans les au moins 12 meurtres collatéraux) qui ne saurait tarder? S'agit-il d'un demi-aveu, quelque peu forcé par des coups de main du Mossad, ces derniers années, dans l'élimination ciblée, avec le concours des Etats-Unis, des djihadistes français participant aux attentats de Paris depuis la Syrie, ou, dernièrement, dans le fait de déjouer des attentats iraniens en Europe, à Villepinte et jusqu'en Amérique du Sud?

Pierre Martinet, un ancien cadre de la DGSE, le service extérieur français, affirme que dans les années 2000, la France a formé les services palestiniens et leur a livré du matériel sensible via des valises diplomatiques. On en parle avec Matthias Inbar, journaliste i24news.

https://video.i24news.tv/details/_5969924665001?&lang=fr&utm_source=fr_website&utm_medium=home_latest_videos

Le 19 novembre 2015, moins d'une semaine après les attentats du 13 novembre 2015, Pierre Martinet déclarait :

<https://www.jforum.fr/la-france-a-forme-et-livre-du-materiel-aux-services-terroristes-darafat.html>

Complément du centre Thucydide

Résumé En septembre 2000, lorsque débute la seconde Intifada, les discours médiatiques présentent le conflit israélo-palestinien comme opposant essentiellement les civils palestiniens, qui sont victimes de la répression armée ou collectivement responsables d'actes de violence, aux soldats israéliens qui mettent en oeuvre une politique de répression disproportionnée. Même si les violences, des deux côtés, sont décrites comme illégitimes, le terrorisme n'est que peu évoqué, sauf pour mettre en doute la capacité politique de l'Autorité palestinienne à investir réellement dans une dynamique de paix. Les discours médiatiques changent assez nettement au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, lesquels définissent une coalition mondiale contre le terrorisme, dans laquelle les Palestiniens vont être sommés de se situer. A partir de cette date, tandis que le cycle attentats-ripostes durcit la répression israélienne, toujours représentée comme disproportionnée et empêchant l'Autorité palestinienne de réduire le terrorisme, la majorité des médias décrit les violences palestiniennes comme susceptibles d'appartenir à un terrorisme mondialisé et disqualifie la résistance palestinienne qui ruine les

efforts diplomatiques. Au-delà des discours, qui tentent de rendre compte de l'extraordinaire complexité du conflit, demeurent des représentations brouillées, qui font émerger le manque de légitimité politique dont souffre le pouvoir palestinien.

<https://www.afri-ct.org/article/seconde-intifada-et-terrorisme/>

□□